



INTERNATIONAL PARTI PRIS

Israël-Palestine : la question morale

Si le conflit israélo-palestinien enflamme le monde, c'est parce qu'il porte une question morale universelle : celle de l'égalité des droits. Que la légitimité internationale d'Israël s'accompagne de la négation des droits des Palestiniens n'a cessé de précipiter ce sommeil de la raison qui engendre des monstres. Seule cette lucidité politique est à même de défier la catastrophe en cours.

Edwy Plenel - 22 octobre 2023 à 20h12

Le sommeil de la raison produit des monstres. Avant de donner à voir, dans toute leur abomination, les désastres de la guerre (*Los Desastres de la Guerra*, 1810-1815), le peintre et graveur espagnol Francisco de Goya (1746-1828) avait intitulé ainsi l'une des gravures de sa série *Los caprichos* à la fin du XVIII^e siècle : *El sueño de la razon produce monstruos*. On y voit le peintre endormi tandis qu'une volée d'oiseaux nocturnes tourbillonne au-dessus de lui, symbolisant la folie et l'ignorance qui mènent l'humanité à sa perte.

Nous vivons un moment semblable, d'obscurcissement et d'égarement. Spectateurs effarés, nous découvrons l'horreur des tueries de civils israéliens dans l'attaque terroriste du Hamas tandis que nous suivons l'hécatombe de civils palestiniens à Gaza sous les bombes de l'armée israélienne. Toutes ces vies humaines se valent, elles ont le même prix et le même coût, et nous nous refusons à cette escalade de la terreur où les crimes d'un camp justifieraient les crimes de l'autre. Mais nous nous sentons impuissants devant une catastrophe qui semble irrémédiable, écrite par avance tant ont été perdues, depuis si longtemps, les occasions de l'enrayer (*pour mémoire mes alarmes de 2009, de 2010 et de 2014*).

Nous savons bien qu'il n'y a qu'une façon d'en sortir dans l'urgence : un cessez-le-feu immédiat sous contrôle des Nations unies afin de sauver les otages des deux bords, qui ouvrirait la voie à une solution politique dont la clé est la reconnaissance d'un État palestinien ayant lui-même reconnu l'État d'Israël. Mais, s'il peut arriver que d'un péril imminent naisse un salut improbable, cette issue semble un vœu pieux, faute de communauté internationale forte et unie pour l'imposer. Faute, surtout, de détermination des soutiens d'Israël, États-Unis au premier chef, pour freiner une volonté de vengeance qui ne fera qu'accélérer la course à l'abîme.

Dès lors, comment échapper à un sentiment de sidération qu'aggrave le spectacle de désolation du débat politique et médiatique français ? À mille lieues de sa grandeur prétendue, la France officielle donne à voir son abaissement raciste, jetant la suspicion sur nos compatriotes musulmans et arabes, et son alignement impérialiste, rompant avec l'ancienne position équilibrée de sa diplomatie moyen-orientale. Indifférence aux oppressions et intolérance aux dissidences règnent sur cette médiocrité dont font les frais manifestations et expressions propalestiniennes, dans un climat maccarthyste qui distingue tristement notre pays des autres démocraties.

Que faire ? Il importe déjà d'y voir clair. Ici, la responsabilité du journalisme, associant son devoir professionnel à son utilité sociale, est de trouer cette obscurité, en chassant les passions tristes et en s'éloignant des colères aveugles. Trouver son chemin, arriver à se repérer, réussir à ne pas s'égarer : autant d'impératifs vitaux par temps de propagande, que nous devons servir par une pratique aussi rigoureuse que sensible du métier. Elle suppose de résister au présent monstre de l'information en continu qui fonctionne à l'amnésie, perdant le fil de l'histoire, oubliant le passé qui la détermine, effaçant le contexte qui la conditionne (*voir notre entretien-vidéo avec Bertrand Badie sur les mots et l'histoire du conflit*).

Mais il ne suffit pas de rendre compte. Il nous faut aussi échapper à la résignation qui guette, « *cette accoutumance à la catastrophe dont le sentiment vague engourdit aujourd'hui tout désir d'action* ». La formule est de l'historien Patrick Boucheron dans un récent libelle où il persiste, dans le sillage de Victor Hugo, à vouloir « *étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait* ». Secouant ce manteau de poussière dont le poids risque de nous paralyser, *Le temps qui reste* est une invitation inquiète à ne pas le perdre, ce temps, en refusant de se laisser prendre au piège de la catastrophe, tels des animaux saisis dans des phares, tétanisés et immobilisés par la conscience du péril.

Car l'habitude, tissée de conformisme et de suivisme, est la meilleure alliée du pire en devenir. Voici donc, à l'instar de lucioles clignotant dans une nuit qui gagne, quelques repères qui nous guident pour affronter les désordres du monde et les folies des hommes. Quatre boussoles morales qui énoncent aussi ce à quoi nous refusons de nous habituer.

1. Tout soutien inconditionnel est un aveuglement. Quel que soit le camp concerné. Quelle que soit la justesse de la cause.

Aucun État, aucune nation, aucun peuple, et, partant, aucune armée, aucun parti, aucun mouvement, qui s'en réclame, ne saurait être soutenu inconditionnellement. Car, au-dessus d'eux, il y a une condition humaine universelle, dont découle un droit international sans frontières. Si, en 1948, l'année où est né l'État d'Israël, fut proclamée, à Paris, une Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est pour cette raison même : s'ils ne rencontrent aucun frein, les États, les nations ou les peuples, peuvent devenir indifférents à l'humanité et, par conséquent, dangereux et criminels.

Adoptée à Paris en 1948 par les cinquante-huit États alors représentés à l'Assemblée générale des Nations unies, la Déclaration de 1948 résulte de cette lucidité provoquée par la catastrophe européenne dont nationalisme et racisme furent les ressorts, conduisant au génocide des juifs d'Europe. Français, son rédacteur, René Cassin, Prix Nobel de la paix en 1968, s'était battu pour imposer, dans son intitulé, cette qualification d'« *universelle* » au lieu d'internationale : façon de signifier qu'un droit supérieur, celui de la communauté humaine, devait s'imposer aux États et aux nations dont ils se prévalent. Autrement dit de rappeler qu'aucun État, qu'aucune nation, qu'aucun peuple ne devrait se dérober, au prétexte de ses intérêts propres, à cette exigence de respect de l'égalité des droits.

« *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité* », énonce l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Comme la française de 1789, la Déclaration de 1948 dessine l'horizon d'une promesse, toujours inaccomplie et inachevée, sans cesse en chantier et à l'œuvre face aux égoïsmes renaissants

des États et au risque qu'ils cèdent aux idéologies de l'inégalité. De ce point de vue, l'ajout de la dignité, notion sensible, aux droits, critère juridique, n'est pas indifférent, tout comme sa position première dans l'énoncé : il s'agit non seulement de respecter d'autres humains, mais aussi de se respecter soi-même. En somme, de rester digne, de savoir se tenir, se retenir ou s'empêcher, afin de ne jamais céder à la haine de l'homme.

Chèque en blanc accordé à ses dirigeants et à ses militaires, l'affirmation d'un « *soutien inconditionnel* » à l'État d'Israël dans sa riposte au Hamas tourne le dos à ces valeurs universelles. Elle prolonge ce mépris pour le droit international que l'on invoque volontiers face à l'agression russe en Ukraine mais que l'on dénie à la Palestine par l'absolu non-respect des résolutions onusiennes condamnant, depuis 1967, les annexions et colonisations israéliennes de territoires palestiniens.

2. Jamais la fin ne saurait justifier les moyens. Seuls les moyens utilisés déterminent la fin recherchée.

Depuis soixante-quinze ans, la Palestine pose au monde une question morale : celle de la fin et des moyens. La légitimité d'Israël ne saurait se fonder sur la négation des droits des Palestiniens jusqu'à la commission répétée de crimes de guerre. Mais la contestation de l'occupation et de la colonisation ne saurait tolérer la négation de l'humanité des Israéliens.

En franchissant ce pas avec les massacres et prises d'otage de civils, le Hamas a fait plus que nuire à la cause qu'il dit servir : il l'a déshonorée. Dans la mémoire juive des persécutions européennes contre lesquelles s'est créé le mouvement sioniste à la fin du XIX^e siècle, la terreur déchaînée par le Hamas sur des civils israéliens ne peut qu'évoquer les pogroms antisémites. Et le rappel de massacres commis en 1947-1948 par les composantes les plus extrémistes du sionisme, afin de faire fuir les Palestiniens, ne saurait en aucun cas lui servir d'excuses.

La violence aveugle de l'opresseur le discrédite, légitimant la résistance violente de l'opprimé. Jusqu'au processus de paix entamé en 1991, le mouvement national palestinien, alors sous la direction de Yasser Arafat et du Fath qui dominait l'Organisation de libération de la Palestine, a illustré cette règle éternelle des situations d'injustices où un peuple prétend en dominer un autre. Mais, par ses débats internes, son pluralisme assumé, son évolution revendiquée jusqu'à la reconnaissance de l'État d'Israël, il a fait sienne la conviction que la cause libératrice de l'opprimé exige une morale supérieure où sa riposte ne cède pas aux crimes reprochés à l'opresseur.

Il y a cinquante ans, en 1973, l'année de la guerre du Kippour dont le Hamas a choisi la date anniversaire pour son attaque sur Israël, un appel collectif d'intellectuels notables (parmi lesquels Edgar Morin, Laurent Schwartz, Jean-Pierre Vernant et Pierre Vidal-Naquet) rappelait ces « *évidences morales et politiques fondamentales* » : « *Il n'y a pas de problème de la fin et des moyens. Les moyens font partie intégrante de la fin. Il en résulte que tout moyen qui ne s'orienterait pas en fonction de la fin recherchée doit être récusé au nom de la morale politique la plus élémentaire. Si nous voulons changer le monde, c'est aussi, et peut-être d'abord, par souci de moralité. [...] Si nous condamnons certains procédés politiques, ce n'est pas seulement, ou pas toujours, parce qu'ils sont inefficaces (ils peuvent être efficaces à court terme), mais parce qu'ils sont immoraux et dégradants, et qu'ils compromettent la société de l'avenir.* »

Cette mise en garde vaut évidemment pour les deux camps. De 2023 à 2001, se risquer à comparer le 7-October israélien au 11-Septembre états-unien, ce n'est pas seulement ignorer la question nationale palestinienne en souffrance, au prétexte d'une guerre de civilisation entre le bien occidental et le mal arabe, c'est surtout continuer de s'aveugler sur la suite. Le terrorisme faisant toujours la politique du pire, les désordres actuels du monde résultent de la riposte américaine, à la fois mensongère et criminelle, détruisant un pays, l'Irak, qui n'y était pour rien, tout en semant un discrédit universel par une violation généralisée des droits humains dont l'Occident paye encore le prix. Loin de détruire l'adversaire désigné, il en a fait surgir d'autres, d'Al-Qaïda à Daech, encore plus redoutables.

3. Au cœur du conflit israélo-palestinien, la persistance de la question coloniale ensauvage le monde.

Porté par le mouvement sioniste qui avait obtenu la création d'un foyer national juif en Palestine, la création de l'État d'Israël en 1948 a été unanimement approuvée par les puissances victorieuses du nazisme. L'incommensurabilité du crime contre l'humanité, jusqu'à l'extermination par le génocide, commis contre les juifs d'Europe, légitimait le nouvel État. Une faute abominable devait être réparée en offrant aux juifs du monde entier un refuge où ils puissent vivre dans la tranquillité et la sécurité, à l'abri des persécutions.

Si, aujourd'hui, Israël est un des endroits du monde où les juifs vivent avec angoisse dans le sentiment inverse, c'est parce que la réparation du crime européen s'est accompagnée de l'injustice commise contre les Palestiniens. Ce faisant, l'Occident – cette réalité politique dont les États-Unis ont alors pris le leadership – a prolongé dans notre présent le ressort passé de la catastrophe européenne : le colonialisme. Se retournant contre l'Europe et ses peuples, après avoir accompagné sa projection sur le monde, le colonialisme fut l'argument impérial du nazisme, avec son cortège idéologique habituel de civilisations et d'identités supérieures à celles des peuples conquis, soumis ou exclus.

La colonisation ne civilise pas, elle ensauvage. Le ressentiment nourri par l'humiliation des populations dépossédées s'accompagne de l'enfermement des colons dans une posture conquérante, d'indifférence et de repli. L'engrenage est aussi redoutable qu'inferral, offrant un terrain de jeu idéal aux identités closes où la communauté devient une tribu, la religion un absolu et l'origine un privilège. Dès lors, accepter le fait colonial, c'est attiser le foyer redoutable d'une guerre des civilisations qu'illustre la radicalisation parallèle des deux camps, le suprémacisme juif raciste de l'extrême droite israélienne faisant écho à l'idéologie islamique du Hamas et de ses alliés, dans la négation de la diversité de la société palestinienne.

Dialoguant en 2011, dans *Le Rescapé et l'Exilé*, avec le regretté Stéphane Hessel, qui accompagna depuis l'ONU où il était diplomate la création de l'État juif en Palestine, Elias Sanbar rappelle cette origine d'un conflit qui ne cessera de s'aggraver tant qu'elle ne sera pas affrontée : « *On ne peut certes pas refaire l'histoire, mais il est important de dire que ce conflit a commencé par une terrible injustice commise en Palestine pour en réparer une autre, née dans l'horreur des camps nazis.* » Acteur des négociations de paix israélo-palestiniennes, il en tirait la conséquence que la seule solution est dans l'égalité des droits. Dans la réciprocité et la reconnaissance. L'envers de ce poison qu'est la concurrence des victimes. L'opposé de cette misère qu'est la condescendance du vainqueur.

« *Il faut affirmer*, déclarait-il alors – et pense-t-il toujours –, *que la concurrence dans le registre des malheurs est*

indécente, que les courses au record du nombre de morts sont littéralement obscènes. Chaque souffrance est unique, le fait que des juifs aient été exterminés n'enlève rien à la souffrance des Palestiniens, tout comme le fait que des Palestiniens aient souffert et continuent de souffrir n'enlève rien à l'horreur vécue par des juifs. Puis et surtout, la reconnaissance de la souffrance des autres ne délégitime jamais votre propre souffrance. Au contraire. »

4. La solution du désastre ne peut être confiée à ses responsables israéliens dans l'indifférence au sort des Palestiniens.

Le 8 octobre 2023, au lendemain de l'attaque du Hamas contre Israël, le quotidien *Haaretz*, qui sauve l'honneur de la démocratie israélienne, publiait un éditorial affirmant que cette énième guerre était « *clairement imputable à une seule personne : Benyamin Nétanyahou* », ce premier ministre qui a « *établi un gouvernement d'annexion et de dépossession* » et a « *adopté une politique étrangère qui ignorait ouvertement l'existence et les droits des Palestiniens* ».

La droite et l'extrême droite israéliennes ont attisé l'incendie qu'elles prétendent aujourd'hui éteindre par l'extermination militaire du Hamas et l'expulsion des Palestiniens de Gaza. Ce n'est pas un Palestinien qui, en 1995, a assassiné Yitzhak Rabin, portant un coup d'arrêt fatal au processus de paix, mais un terroriste ultra-nationaliste israélien. C'est Israël qui, depuis, sous l'impulsion de Benyamin Nétanyahou, n'a cessé de jouer cyniquement avec les islamistes du Hamas pour diviser le camp palestinien et affaiblir sa composante laïque et pluraliste.

À l'aune de ces vérités factuelles, largement documentées, notamment par le journaliste Charles Enderlin, la polémique française sur le prérequis que serait la qualification de terroriste du Hamas en tant qu'organisation – et pas seulement de ses actions dont on a souligné le caractère criminel – a quelque chose de surréel. En 2008-2009, faisant écho aux stratégies israéliennes, la présidence de Nicolas Sarkozy n'hésitait pas à défendre la nécessité de « parler » avec le Hamas dont le chef était même interviewé par *Le Figaro* pour inviter le chef de l'État français à « *donner une impulsion vitale à la paix* ».

Comble de l'hypocrisie, le Qatar, financier avéré du Hamas avec la tolérance d'Israël, est un partenaire économique, financier, militaire, diplomatique, sportif, culturel, etc., qui est, ô combien, chez lui dans l'establishment français, tout comme d'ailleurs son rival émirati. Or c'est au Qatar que le Hamas tient sa représentation extérieure, avec un statut avoisinant celui d'une antenne diplomatique, digne d'un État en devenir.

Si des actions du Hamas peuvent être qualifiées de terroristes, c'est s'aveugler volontairement que de ne pas prendre en considération son autre réalité, celle d'un mouvement politique avec une assise sociale. Que sa ligne idéologique et ses pratiques autoritaires en fassent l'adversaire d'une potentielle démocratie palestinienne, qui respecterait le pluralisme des communautés et la diversité des opinions, ne l'empêche pas d'être l'une des composantes, aujourd'hui devenue dominante, du nationalisme palestinien.

La paix de demain ne se fera qu'entre ennemis d'hier. Et, surtout, qu'entre peuples qui ne sont pas assimilables à leurs dirigeants. Ce mensonge doublé d'hypocrisie sur la réalité du Hamas et son instrumentalisation par l'État d'Israël souligne l'illusion qui a volé en éclats depuis le 7 octobre. Israël et les États-Unis pensaient reléguer la

question palestinienne en pariant sur les États arabes, leurs intérêts à courte vue et leur opportunisme à toute épreuve. Ce faisant, ils oubliaient les peuples qui ne sont pas dupes, s'informent et s'entraident. Grands absents de ces mécanos diplomatiques, où l'on prétend faire leur avenir à leur place, ils finissent toujours, un jour ou l'autre, par en déjouer les plans.

Au spectacle des foules proclamant dans le monde leur solidarité avec la Palestine, y compris dans les pays arabes qui ont normalisé leurs relations avec Israël, comment ne pas penser à ces lignes de notre confrère Christophe Ayad qui accompagnent l'exposition de l'Institut du monde arabe « Ce que la Palestine apporte au monde » ? « *C'est du monde tel qu'il va mal dont la Palestine nous parle, écrit-il. On l'observe, on la scrute, on l'encourage ou on lui fait la leçon, mais c'est elle qui nous regarde depuis l'avenir de notre humanité. La Palestine vit déjà à l'heure d'un monde aliéné, surveillé, encagé, ensauvagé, néolibéralisé. Les Palestiniens savent ce que c'est d'être un exilé sur sa propre terre. Apprenons d'eux !* »

Face aux ombres qui, aujourd'hui, s'étendent, ces réflexions peuvent paraître optimistes. Pourtant, la leçon est déjà là, la seule qui vaille pour éviter le pire, soit cette guerre des monstres dont Benjamin Nétanyahou et le Hamas sont les protagonistes : il n'y aura jamais de paix par la puissance et la force. Devant les défis sans frontières qui nous assaillent, le crédo de la puissance est une impasse quand la conscience de la fragilité est, au contraire, une force.

Edwy Plenel

Boîte noire

En 2021, dans le cadre du partenariat de Mediapart avec le festival Les Suds d'Arles, j'ai dialogué avec Elias Sanbar sous l'intitulé « La Palestine au cœur » :